

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Demandes de renseignements généraux des oppositions officielles

NO QUESTION	DEMANDES	NO PAGE
	Mandats et description des unités administratives	1
	Faits saillants	8
	Organigramme	9
01	Voyages hors QC	10
02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	11
03	Publicité, articles promotionnels et commandites	12
04	Publicité sur internet	13
05	Conférences de presse, évènements	14
06	Formation en communication	15
07	Formation en communication - Personnel politique	16
08	Contrats	17
09	Appels d'offres publics	24
10	Consultants externes	28
11	Développements informatiques	29
12	Projets de développement informatique en infonuagique	31
13	Dépenses diverses	32
14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	33
15	Portrait des effectifs	34
16	Départ à la retraite et remplacement	38
17	Baux SQI	39
18	Actifs immobiliers excédentaires	42
19	Portrait actifs excédentaires	43
20	Aménagement	44
21	Aménagement Cabinet	45
22	Membres du Cabinet	46

23	Budget discrétionnaire	47
24	Personnel hors structure	48
25	Personnel en disponibilité	49
26	Occasionnels mis à pied	50
27	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	51
28	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	52
29	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	53
30	Abonnements	54
31	Abonnements Cabinet	55
32	Billets de saison, loges, club privé	56
33	Sites Internet	57
34	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	58
35	Visites ministérielles et sous ministérielles	59
36	Adjointes parlementaires	60
37	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	61
38	Ententes gouvernement fédéral et provinces	62
39	Crédits périmés et gel de crédits	63
40	Revenus autonomes et tarification	64
41	Plan de réduction	65
42	Transferts du gouvernement fédéral	66
43	Primes au rendement et bonis - SCT	67
44	Primes au rendement et bonis - Cabinet	68
45	Primes de départ, allocation de transition	69
46	Augmentations de salaire	70
47	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	71
48	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	72
49	Reconduction des programmes existants	73
50	Initiative ou majoration programmes existants	74
51	ETC Plan Nord	75
52	Budget Plan Nord	76
53	ETC Stratégie maritime	77

54	Budget Stratégie maritime	78
55	Programmes financés par le Fonds vert	79
56	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	80
57	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	81
58	Contrats service juridique	82
59	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	83
60	Masse salariale	84
61	Taux d'absentéisme	85
62	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	86
63	Cotisation à des associations	87
64	Rencontres diverses	88
65	Rencontres importantes - gouvernement	89
66	Sondages	90
67	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	91
68	Politique jeunesse Québec	92
69	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	93
70	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes	94
71	Protection des renseignements personnels	95
72	Politique culturelle du Québec	96
73	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	97
74	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	98
75	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	99
76	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	100
77	Politique gouvernementale de prévention en santé	101
78	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	102
79	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	103
80	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023	104
81	Plan d'action pour la main d'œuvre	105
82	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	106
83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020	107
84	Plan d'action allègement règlementaire et administratif 2020-2025	108

85	Plan d'agriculture durable 2020-2030	109
86	Plan d'action économie sociale 2020-2025	110
87	Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023	111
88	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	112
89	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	113
90	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	114
91	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	115
92	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	116
93	Stratégie maritime 2015-2030	117
94	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	118
95	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	119
96	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020	120
97	Plan pour une économie verte 2020-2030	121
98	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	122
99	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	123
100	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	124
101	Conciliation travail-famille	125
102	Analyse différenciée selon les sexes	126
103	Électrification des transports	127
104	Rétention des travailleurs d'expérience	128
105	Mesures de télétravail/travail à distance	129
106	Primes COVID-19	130
107	Mises à pieds et non-renouvellement de contrats-COVID-19	131
108	Coût matériel télétravail	132
109	Dépenses sécurité informatique	133
110	Dépenses vidéo-conférence	134
111	Remboursement matériel télétravail	135
112	Employés absents COVID-19	136
113	Soutien employés santé mentale	137
114	Matériel de protection individuel	138
115	Entretien ménager et désinfection des locaux	139

116	Avis DNSP / INSPQ	140
117	Coût mesures CNESST	141
118	Plaintes du public COVID-19	142
119	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels	143
120	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	144
121	Contrats santé publique	145
122	Contrats cabinet	146
123	Demandes d'accès à l'information	147
124	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	148
125	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	149
126	Actes répréhensibles	150
127	Postes ouverts et comblés	151
128	Rémunération des stages	152
129	Véhicules	153
130	Actions et dépenses PACC 2020	154
131	Rencontres - représentants autochtones	155
132	Analyse différenciée selon les sexes	156

Mandats et description des unités administratives

1. MANDAT DU CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

La loi constitutive du Curateur public, Loi instituant une curatelle publique¹, a été adoptée en 1945. Cette loi investit une personne, le curateur public, de pouvoirs quant à la protection des personnes incapables au Québec. Depuis 1945, la loi² a subi plusieurs modifications, notamment au niveau de la responsabilité du curateur public.

Le curateur public est une personne nommée par le gouvernement du Québec. Il a pour mandat d'assurer la disponibilité et l'accessibilité des services aux personnes inaptes et d'administrer les régimes de protection selon les dispositions de la Loi sur le curateur public et du Code civil du Québec. Il a également pour responsabilité de promouvoir les droits des personnes inaptes et de défendre leurs intérêts par l'établissement et le maintien de relations avec diverses instances de la société et les fournisseurs de service.

Le curateur public a une mission essentielle de dernier recours : veiller à la protection de citoyens inaptes par des mesures adaptées à leur état et à leur situation. Il s'assure que toute décision relative à leur personne ou à leurs biens est prise dans leur intérêt, le respect de leurs droits et la sauvegarde de leur autonomie. Il informe la population et les intervenants et les sensibilise aux besoins de protection découlant de l'incapacité.

Cette mission s'exerce directement quand la personne est sous régime de protection public. Elle se traduit aussi par l'assistance et la surveillance des représentants légaux lorsque la personne est sous régime privé ainsi que par la tenue de trois registres concernant les majeurs sous tutelle ou curatelle, les majeurs dont le mandat en prévision de l'incapacité a été homologué et les mineurs sous tutelle.

Le curateur public voit aussi à la saine gestion de l'organisation dans son ensemble, dans l'esprit de la Loi sur l'administration publique, et maintient les relations avec les instances centrales ainsi qu'avec les ministères et organismes concernés

2. COMITÉS CONSULTATIFS

Trois comités sont présents pour conseiller le curateur public sur différents sujets :

- Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées;
- Comité de placement;
- Comité d'audit.

Tous ces comités sont composés de personnes externes reconnues pour leur expertise spécialisée dans les secteurs connexes à leur mandat.

2.1 Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées

Le comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées est institué en vertu de l'article 17.1 de la Loi sur le curateur public. Il a pour mandat général de conseiller le curateur public en matière de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées. Plus spécifiquement, le comité conseille le curateur public sur tout sujet qu'il porte à son attention relativement à la protection et à la représentation des personnes déclarées inaptes ou protégées et lui soumet des recommandations ou des avis au besoin.

Le comité est formé de six personnes nommées par le ministre de la Famille pour un mandat d'au plus trois ans, renouvelable. Le comité est présidé par le curateur public et il se réunit au moins deux fois l'an, ou au besoin, conformément aux règles de fonctionnement qu'il a adoptées. Les membres du comité s'engagent à se conformer à un code d'éthique et de déontologie.

2.2 Comité de placement

Le comité de placement est institué en vertu de l'article 46 de la Loi sur le curateur public. Il a pour mandat de conseiller le curateur public en matière de placement des biens dont ce dernier assume l'administration.

¹ Statuts de Québec, 1945, chapitre 62.

² Maintenant la Loi sur le curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

Le comité est formé de trois membres nommés par le ministre de la Famille pour une période d'au plus trois ans ou jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. Le comité doit tenir quatre réunions annuelles. Lors de ces réunions, le Curateur public fait rapport de l'état de ses placements, gérés par le ministère des Finances du Québec. Les membres du comité s'engagent à se conformer à un code d'éthique et de déontologie.

2.3 Comité d'audit

Constitué sur l'initiative du Curateur public, le comité d'audit a pour mandat de soutenir le curateur public dans tous les domaines relevant de sa compétence, notamment l'audit interne et l'audit des états financiers des comptes sous administration. Le comité fournit des conseils indépendants et objectifs ainsi qu'une évaluation quant à la pertinence des mécanismes de contrôle et des processus de reddition de comptes instaurés dans l'organisation.

Le comité est composé de cinq membres externes nommés par le curateur public pour des mandats de trois ou quatre ans. Il se réunit au moins trois fois par année. Le comité d'audit est présidé par M. Jacques Bisson, CPA, CA. . Le directeur de l'audit interne et des enquêtes du Curateur public participe aux réunions à titre de personne-ressource et de secrétaire du comité.

3. UNITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Direction générale du soutien à la mission et Secrétariat général (DGSMSG)

La mission de la Direction générale du soutien à la mission et Secrétariat général comporte plusieurs volets.

Secrétariat général

Le Secrétariat général fournit le soutien nécessaire à la gestion des affaires courantes du curateur public et coordonne la réalisation de différents mandats organisationnels. Il soutient le curateur public, assure les liens avec le cabinet ministériel, les organismes centraux, le Protecteur du citoyen et les organismes extérieurs au Québec.

Il s'assure de la conformité de l'organisation aux politiques et aux normes gouvernementales, coordonne les travaux liés au calendrier parlementaire et veille au cheminement des dossiers dans l'appareil gouvernemental. Il coordonne la production des fiches d'information sur les dossiers médiatisés. Il voit au bon fonctionnement des rencontres du comité de direction du Curateur public ainsi que du comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

La DGSMSG est le répondant du Curateur public en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. À cet effet, elle coordonne les rencontres du comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels et de la sécurité de l'information. La DGSMSG produit aussi le plan d'action organisationnel en ces matières et s'assure de sa mise en œuvre.

Elle veille aussi au traitement des demandes d'accès aux documents qui lui sont formulées, en collaboration avec les unités administratives et les directions territoriales concernées, dans le respect des lois en vigueur et du droit des personnes à la protection de leur vie privée.

Le Secrétariat général assure aussi la mise en œuvre continue du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels en collaboration avec les autres directions.

Direction de la recherche, des politiques et des statistiques

La Direction de la recherche, des politiques et des statistiques a pour mandat de dégager une vision d'ensemble des tendances actuelles et futures relativement à la protection des personnes inaptes afin de mettre en lumière les grands enjeux et tendances que le Curateur public prend en compte dans la réalisation de sa mission et de ses activités. Les activités de la direction assurent ainsi à l'organisation une vision à court et moyen terme, un encadrement normatif adéquat et des analyses statistiques.

Elle est responsable de l'entretien et du développement du Recueil des documents normatifs du Curateur public afin qu'il demeure un outil de référence pertinent pour le personnel ou pour la clientèle.

Bureau des plaintes

Le Bureau des plaintes contribue, dans un souci de justice et d'équité, à l'amélioration continue des services offerts aux citoyens déclarés inaptes. Il est responsable de la vérification et de l'analyse de toute plainte qui vient d'une personne représentée, d'un proche, d'un citoyen ou d'un organisme concernant une décision ou un service du Curateur public. Il soutient les gestionnaires

dans la recherche de solutions et tente de rapprocher les parties en vue du règlement d'un différend. Il propose à l'institution des modifications lorsque l'analyse des plaintes révèle que celles-ci sont de nature systémique.

3.2 Direction générale des ressources humaines et des communications

Direction des ressources humaines

La Direction des ressources humaines a le mandat d'offrir, aux gestionnaires et employés, un service intégré en matière de gestion des ressources humaines tant en dotation et développement organisationnel qu'en gestion du changement. Auprès des directions, elle agit comme partenaire stratégique et les soutient dans la réalisation de leurs mandats et objectifs spécifiques. Elle offre aux employés un service de première ligne d'information générale et de soutien personnalisé dans les domaines de ressources humaines qui les concernent.

Elle propose et met en œuvre des stratégies permettant de favoriser l'utilisation optimale des ressources et coordonne le plan de développement des ressources humaines. De plus, elle contribue aux enjeux de la planification stratégique et permet au Curateur public de réaliser ses objectifs en matière de gestion des ressources humaines. Finalement, elle maintient une veille dans ses domaines d'activités notamment en établissant des partenariats stratégiques avec des instances externes tels que les divers regroupements en ressources humaines.

Direction des communications

La Direction des communications veille sur l'image et la notoriété du Curateur public. Elle joue un rôle-conseil en matière de communication stratégique auprès des instances décisionnelles et a pour mandat de planifier, réaliser et évaluer les communications du Curateur public auprès de ses différents publics, tant à l'interne qu'à l'externe.

La Direction soutient les activités de communication des unités administratives et veille à la cohérence des efforts de communication déployés par l'organisme. Elle offre des services en matière de relations de presse et de relations publiques, de communication numérique (incluant le site Internet, l'intranet et les médias sociaux), de révision linguistique et de traduction, de participation à des événements publics (salons et conférences) et d'édition de publications. De plus, la Direction des communications mène des campagnes de sensibilisation et de promotion sur différentes thématiques. Enfin, la Direction a comme responsabilité d'offrir un service d'accueil et de renseignements généraux au grand public par téléphone, courriel ou en personne.

3.3 Direction de l'audit interne et des enquêtes

La Direction de l'audit interne a deux mandats principaux : l'audit interne et les enquêtes.

Audit interne

En matière d'audit interne, la direction vérifie si les ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles sont gérées conformément aux lois, aux règlements et aux directives, et si elles sont protégées adéquatement. Elle vérifie également la qualité des mécanismes de gestion (gouvernance, gestion des risques, contrôle), l'efficacité, l'efficacé et l'économie dans l'utilisation des ressources, ainsi que la qualité des données financières et opérationnelles et celles de la reddition de comptes. Enfin, la direction soutient les autorités du Curateur public dans la déclaration de fiabilité des données au regard de la validation du rapport annuel de gestion.

Service des enquêtes

Le Service des enquêtes a comme mandat principal de mener des enquêtes en matière d'abus financiers auprès des personnes représentées, à partir de demandes faites par les directions du Curateur public et, plus particulièrement, les directions territoriales et la Direction de l'administration des patrimoines. Ces enquêtes visent à confirmer ou infirmer la présence d'un préjudice envers la personne inapte. Le Service des enquêtes rédige un rapport pour faire suite à l'analyse des informations obtenues dans le cadre d'une enquête et il transmet le rapport au gestionnaire demandeur, qui y apporte un suivi diligent et approprié.

3.5 Direction générale de l'administration

Bureau du directeur général

La Direction générale de l'administration (DGA) a le mandat de coordonner les activités de la Direction des ressources financières et matérielles, la Direction du développement en technologies de l'information et la Direction de la production en technologies de l'information. La DGA a la responsabilité d'assurer la disponibilité et l'organisation optimales des ressources mises à la disposition de l'institution en offrant conseil, expertise et soutien à l'ensemble des unités

administratives. Elle participe aussi au développement des services partagés dans l'appareil gouvernemental.

Direction des ressources financières et matérielles

La Direction des ressources financières et matérielles (DRFM) a le mandat de fournir l'expertise professionnelle et le soutien en matière de ressources financières et matérielles auprès de l'ensemble des unités administratives du Curateur public. Elle assure également la réalisation des activités opérationnelles qui s'y rattachent.

La direction est responsable de la programmation budgétaire et de son suivi, de la comptabilité et de la préparation des états financiers corporatifs ainsi que de la préparation du dossier de fin d'année en collaboration avec le Contrôleur des finances. Elle est responsable de la comptabilité des patrimoines des personnes représentées et de la production des états financiers des comptes sous administration audités annuellement par le Vérificateur général du Québec. Elle développe et implante des mesures de contrôle afin de garantir la qualité de l'information financière.

La direction doit également fournir, de manière efficace et efficiente, et en conformité avec les cadres réglementaires gouvernementaux, des biens et des services en matière d'acquisition et de gestion de locaux, d'aménagement des espaces, de téléphonie cellulaire, de mesures d'urgence, d'approvisionnement en biens et services ou autres.

Direction du développement en technologies de l'information

La Direction du développement en technologies de l'information (DDTI) a le mandat de planifier, organiser et diriger les projets informatiques de continuité et les activités d'entretien du système mission. Elle voit au développement des solutions informatiques et à leur qualité.

La direction a également la responsabilité de développer et de maintenir les entrepôts de données et les indicateurs de gestion qui permettent au Curateur public de mesurer la performance opérationnelle et stratégique des services liés à sa mission : veiller à la protection des personnes inaptes.

Direction de la production en technologie de l'information

La Direction de la production en technologie de l'information (DPTI) assure le bon fonctionnement et le maintien de tout ce qui est en production, quelle qu'en soit sa nature (infrastructure matérielle, infrastructure applicative, progiciel, applications maison).

Elle assure le service direct à la clientèle en matière de technologies de l'information : soutien et dépannage, prêts d'ordinateurs portables, visioconférences, téléphonie IP, synchronisation des téléphones cellulaires. Elle gère les services bureautiques et de télécommunications. Elle assure les accès sécuritaires aux réseaux Internet et Intranet ainsi que le service d'accès à distance.

La Direction de la production en technologie de l'information assure le contrôle et la surveillance des équipements, des serveurs, la gestion du stockage et la sécurité des données. Elle est aussi responsable du maintien des services de relève en cas de sinistre.

3.6 Direction générale des affaires juridiques

La Direction générale des affaires juridiques a pour mandat de conseiller la haute direction, les gestionnaires et les employés du Curateur public sur toute matière législative ou réglementaire relative à la mission de l'institution. Elle fournit les services nécessaires à l'application, entre autres, de la Loi sur le curateur public et du Code civil du Québec en matière d'expertise juridique, de conseil juridique et de représentation devant les tribunaux judiciaires et administratifs.

La Direction générale des affaires juridiques assure également la coordination et la cohérence juridique au sein du Curateur public et une représentation adéquate auprès de groupes ou d'associations à caractère juridique.

Direction des opérations juridiques

La Direction des opérations juridiques fournit, au niveau territorial, les services requis en matière d'expertise juridique et de conseil juridique, principalement auprès des curateurs délégués (régimes publics) et des agents d'aide à la représentation privée (régimes privés). La Direction des opérations juridiques assume la responsabilité et l'encadrement des activités de représentation des personnes inaptes ou protégées devant les tribunaux.

Elle assure la cohérence des actions des juristes qui travaillent dans les directions territoriales. Ceux-ci représentent le Curateur public dans les procédures judiciaires concernant l'ouverture d'un régime de protection et, le cas échéant, lors de l'établissement de mesures provisoires visant à assurer la protection d'une personne ou de ses biens. Elle intente des procédures judiciaires visant le remplacement des tuteurs et des curateurs privés qui ne s'acquittent pas de leurs obligations et la révocation des mandats en prévision de l'incapacité.

3.7 Direction générale des services aux personnes

Bureau du directeur général

Le bureau du directeur général a la responsabilité principale d'encadrer et de coordonner les services d'accueil et de représentation offerts aux personnes représentées inaptes et d'administrer leur patrimoine. Il voit à l'administration des régimes publics et à la surveillance des représentants légaux privés. Il a pour mandat de veiller à l'harmonisation des interventions de protection des directions territoriales avec la Direction de l'administration des patrimoines. Il s'assure de la convergence et de la synergie de l'action et des résultats de chacune de ces directions.

Le bureau du directeur général s'assure également de la coordination de la mise en œuvre des politiques, programmes et plans d'action résultant des orientations stratégiques du Curateur public. Il s'assure d'établir et de maintenir des relations harmonieuses et efficaces avec divers intervenants institutionnels, notamment le ministère de la Santé et des Services sociaux et son réseau, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que tout autre ministère ou organisme public ou privé ayant un rapport avec les besoins des personnes représentées.

Il représente, au sein de l'organisation et auprès de la clientèle, les directions territoriales et leurs points de service, la Direction du soutien à la qualité et à la performance, le Centre d'enregistrement et de traitement de l'information, la Direction médicale et du consentement aux soins, la Direction de l'administration des patrimoines.

Direction du soutien à la qualité et à la performance

La direction du soutien à la qualité et à la performance (DSQP) développe, implante et soutient les opérations qui incarnent les grandes orientations de l'organisation dans une perspective de qualité et d'amélioration continue.

Par l'entremise d'équipes spécialisées, elle met à la disposition des unités opérationnelles de la Direction générale des services aux personnes des processus, des instruments, des outils ainsi que des pratiques recommandées qui forment un corpus de connaissances. Elle met en œuvre des stratégies permettant de déployer de meilleures pratiques, d'en assurer l'intégration et d'évaluer l'implantation auprès des employés du Curateur public et développe une offre de formation continue tout en harmonisant les pratiques.

Direction médicale et du consentement aux soins

La Direction médicale et du consentement aux soins a pour mandat de traiter les demandes de consentement aux soins et autres mesures proposées à toute personne représentée par le Curateur public qui est inapte à consentir aux interventions qui lui sont proposées, ainsi que pour des personnes isolées inaptes à consentir. La Direction traite aussi les demandes d'accès au dossier de l'utilisateur pourvu d'un régime de protection.

Elle agit à titre d'experte-conseil auprès du curateur public dans le domaine de la santé et, plus spécifiquement, en ce qui concerne la santé des personnes représentées. Elle conseille l'organisme sur ses orientations et stratégies d'intervention dans le domaine biomédical et participe aux réflexions sur les enjeux sociétaux et éthiques.

Elle agit à titre d'experte-conseil auprès des curateurs délégués des directions territoriales ainsi que du personnel du Curateur public en général sur les aspects reliés à la santé et aux services reçus par les personnes représentées. Elle participe à la formation du personnel du Curateur public et des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux sur les questions relatives à l'incapacité.

Enfin, la Direction assure le service de garde durant les heures de fermeture des bureaux du Curateur public et répond à toutes les demandes de consentement aux soins et aux urgences de toute nature.

Directions territoriales

Les quatre directions territoriales ont pour mandat d'offrir les services de protection et de représentation du Curateur public aux clientèles des différents territoires suivant les pouvoirs et les obligations que la loi énonce pour chacun des régimes et chacune des mesures de protection en vigueur. Elles doivent s'assurer que les services d'ouverture des régimes de protection publics, incluant l'investigation, l'administration de ceux-ci et les activités de surveillance et d'assistance des régimes privés, sont dispensés avec efficacité et compétence. Le Curateur public a de plus mis en place au cours des dernières années 7 points de service répartis sur le territoire pour assurer une accessibilité plus grande à ses services.

À l'égard de l'administration des régimes de protection publics, les directions territoriales assurent la protection et la représentation des personnes majeures déclarées inaptes. À l'égard de l'administration des régimes de protection privés, les directions sont chargées de la surveillance

des tutelles et des curatelles. De plus, elles informent et assistent les tuteurs et les curateurs qui le requièrent sur la façon de remplir leurs obligations.

Tous les employés du Curateur public sont susceptibles de recevoir un signalement concernant une personne inapte, présumée inapte ou qui a besoin de protection. Ces signalements sont pris en charge dans les directions territoriales, selon le milieu de vie de la personne concernée, en moins de deux jours dans la majorité des cas. Les signalements conduisent souvent à des interventions du réseau de la santé et des services sociaux et à l'ouverture de régimes de protection lorsque la situation l'exige; ils peuvent aussi conduire à une intervention de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

En ce qui a trait au mandat en cas d'incapacité, les directions territoriales sont tenues informées des mandats homologués. Elles interviennent auprès des mandataires ou de la personne représentée si un tiers leur signale une situation d'abus ou de négligence.

Direction de l'administration des patrimoines

La Direction de l'administration des patrimoines a pour mandat d'offrir les services de protection et d'administration des patrimoines des personnes représentées par le Curateur public suivant les pouvoirs et les obligations que la loi énonce pour les régimes de protection publics et autres mesures urgentes de protection des biens. La Direction exerce un rôle de fiduciaire au bénéfice des personnes incapables. En collaboration avec les directions territoriales, elle s'assure que la gestion des patrimoines est exercée dans l'intérêt de la personne représentée.

La Direction de l'administration des patrimoines fournit une expertise en matière de fiscalité, d'assurances et de placement ainsi qu'en matière de gestion d'allocations, de frais d'hébergement, de biens, de meubles et d'immeubles. Elle fait également la remise à la personne ou aux ayants droit lorsque le régime prend fin.

3.8 Direction générale de l'innovation et de la transformation

La Direction générale de l'innovation et de la transformation (DGIT) a pour mission de proposer des démarches et des pratiques innovantes pour accompagner le Curateur public du Québec dans la conception de sa vision et de ses orientations. Elle assure également le leadership de la réalisation du programme de transformation du Curateur public et contribue activement aux différentes redditions de comptes devant être effectuées par l'organisation.

La DGIT joue le rôle de visionnaire au sein du Curateur public. En plus d'assumer le leadership et la gestion de la transformation numérique, elle accompagne l'organisation dans la définition de ses orientations, dans ses prises de décisions et dans ses plans d'action afin de mener à bien, sa mission. De même, elle s'assure que le tout se déroule dans le respect des meilleures pratiques en termes de saine gestion et de gouvernance gouvernementale. Elle assume également la coordination de la gestion intégrée des risques et de l'éthique au sein du Curateur public.

Pour réaliser son rôle, elle travaille en collaboration et en concertation avec l'ensemble des directions générales et des directions du Curateur public dans la réalisation des redditions de comptes corporatives et déploie différents outils et approches, tels que l'expérience Curateur, afin d'identifier et de contribuer à la réalisation d'initiatives d'affaires à valeur ajoutée autant pour le citoyen, que pour l'organisation et ses partenaires

Direction de la mise en œuvre de la transformation

La Direction de la mise en œuvre de la transformation (DMOT) assure la mise en œuvre des projets de transformation du Curateur public. Elle assume la saine gestion des projets de transformation et collabore avec les directions générales dans la réalisation efficiente des projets et l'atteinte des bénéfices attendus. Elle joue également un rôle-conseil auprès des directions générales dans ses sphères d'activité. Elle regroupe différentes équipes spécialisées dont le Bureau de projets, l'équipe d'architecture, l'équipe de sécurité de l'information, l'équipe de gestion budgétaire des ressources informationnelles et le Centre d'expertise en Agilité.

Le service du développement des stratégies d'affaires

Le service du développement des stratégies d'affaires (SDSA) soutient l'organisation dans sa transformation. Il la conseille dans l'identification d'initiatives à valeur ajoutée pour les différents domaines d'affaires, visant ainsi l'atteinte des objectifs stratégiques. Le SDSA fait ainsi évoluer l'architecture d'affaires dans le cadre des projets de transformation en tenant compte des besoins actuels et futurs de l'organisation et, en cohérence avec l'architecture d'entreprise du Curateur.. Il

analyse et documente les domaines d'affaires, précise les exigences d'affaires dans le cadre d'un projet, optimise et modélise les processus en cohérence avec l'architecture d'affaires cible. Il assure un rôle-conseil par une participation active dans les équipes de projet, et ce, tout au long du cycle de vie de ce dernier. Il assure également le pilotage du système opérationnel, la coordination des tests d'acceptation et offre un soutien aux utilisateurs dans la résolution des problèmes d'utilisation du système opérationnel.

Direction de l'innovation et de la planification

La Direction de l'innovation et de la planification (DIP) accompagne le Curateur public dans la conception et le suivi de sa vision et de ses orientations, notamment en le guidant dans l'élaboration d'une planification stratégique et d'un portefeuille de projets et d'initiatives prioritaires. À l'affût des nouvelles tendances en matière d'organisation performante, la DIP propose des démarches et des pratiques innovantes pour accompagner et faire rayonner l'offre de services de l'organisation, notamment en période de transformation et d'évolution. Contribuant à une saine gestion de l'organisme et étant responsable des redditions de comptes publiques, elle déploie différents outils et approches, tel que l'expérience Curateur, en plus d'implanter les meilleures pratiques en termes de gouvernance gouvernementale.

Les travaux de la direction se déploient dans deux grands axes, soit la planification stratégique, portefeuille de projets et reddition de comptes et la cellule d'innovation qui regroupe l'expérience Curateur (l'ensemble des expériences : citoyen, employé, partenaire et utilisateur) et l'architecture d'entreprise.

LES FAITS SAILLANTS

BUDGET DE DÉPENSES

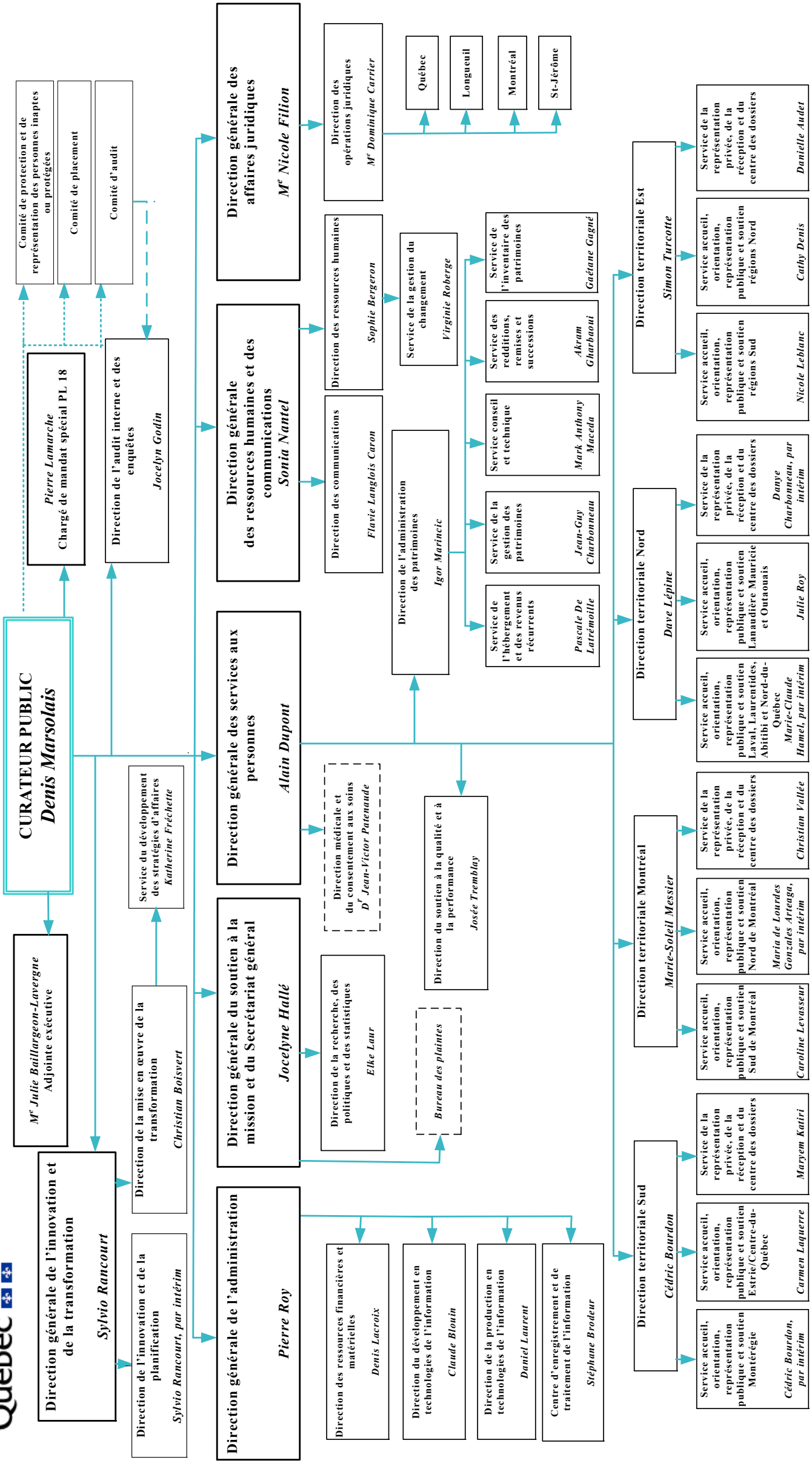
Le budget de dépenses (crédits votés) du Curateur public passe de 64 699,0 k\$ en 2020-2021 à 64 507,1 k\$ en 2021-2022. Cette diminution de 191,9 k\$ comprend:

- Augmentation de 275,3 k\$ en rémunération, soit un ajout de 630,0 k\$ pour 7 curateurs délégués additionnels, un retrait de 408,5 k\$ pour les mesures d'économie découlant du télétravail et un ajout de 53,8 k\$ pour le coût supplémentaire lié à la bonification du Régime des rentes du Québec;
- Diminution de 467,2 k\$ en fonctionnement pour les mesures d'économie découlant du télétravail.

Le budget de dépenses (crédits renouvelables) du Curateur public passe de 20 900,0 k\$ en 2020-2021 à 19 800,0 k\$ en 2021-2022 et il est basé sur les prévisions des revenus d'honoraires. Cette diminution provient de la non-réurrence de certains revenus d'honoraires de 2020-2021.

BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements du Curateur public passe de 11 922,3 k\$ en 2020-2021 à 9 390,6 k\$ en 2021-2022. Cette diminution découle des besoins établis dans la programmation annuelle des ressources informationnelles du Plan québécois des infrastructures (PQI).



Question 1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2020-2021 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts. k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
--------------------------	--

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué au sein du Curateur public pour l'année financière 2020-2021.

Les renseignements concernant les dirigeants d'organisme, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Curateur public en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

https://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/outils/acces_info.html

Question 2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d’organismes pour 2020-2021: a) les raisons du déplacement; b) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
--------------------------	--

Veuillez-vous référer à la réponse de la question RG-1.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : http://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/outils/acces_info.html#info



Question 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
------------	---

Liste des dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites

Type de dépense	b) Firme de publicité retenue	c) Mode d’octroi	e) But visé	a) Coûts
Publicité	S. O.	Gré à gré	Informé le grand public des différentes facettes de la mission du Curateur public, inviter la population à mieux se préparer face à l’inaptitude, augmenter la notoriété de l’organisme et annoncer les changements qui entreront en vigueur avec la loi.	8 677,01 \$
Total				8 677,01 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : http://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/outils/acces_info.html#info

Question 4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense ; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.
------------	--

Liste des dépenses en publicité effectuées spécifiquement sur Internet

Type de dépense	b) Firme de publicité retenue	c) Mode d’octroi	e) But visé	a) Coûts
Publicité	S. O.	Gré à gré	Informé le grand public des différentes facettes de la mission du Curateur public, inviter la population à mieux se préparer face à l’inaptitude, augmenter la notoriété de l’organisme et annoncer les changements qui entreront en vigueur avec la loi.	8 677,01 \$
Total				8 677,01 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : http://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/outils/acces_info.html#info

Question 5	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2021et les prévisions pour2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) Si l’événement s’est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) Si l’événement s’est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) Si l’événement s’est tenu virtuellement.
------------	--

Par le ministère ou l'organisme :

g) Type d'événement	f) But visé	Fournisseurs	e) Sommes dépensées
Salon des aidants et des aînés, édition virtuelle (1 ^{er} au 8 novembre 2020)	Faire connaître le mandat de protection.	L’Appui Mauricie pour les proches aidants d’aînés (frais d’inscription, d’atelier et de réservation de plage horaire)	350 \$

h) La question semble non pertinente à l’exercice de l’étude des crédits

i) Le Curateur public n’a pas eu recours à un professionnel ou à une firme de publicité pour la participation à ce salon

Question 6	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u> a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. <u>Données par un professionnel ou une firme externe:</u> d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
------------	--

Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

a, b, c) Aucune formation en communication n'a été organisée par le ministère ou l'organisme.

Liste des dépenses en formation de communication organisée par un professionnel ou une firme externe

g) Fournisseurs	h) But visé par la dépense	i) Nombre de formations	d) Sommes dépensées en 2020-2021
Accent formation	Perfectionner sa construction de phrase	4 formations	247,52 \$ (4 personnes)
La firme Acti-Com	L'écriture stratégique	4 formations	4 300 \$ (37 personnes)
La firme Acti-Com	L'art de faire des présentations influentes	2 formations	2 000 \$ (10 personnes)
Groupe Infopresse inc.	S'exprimer dans les médias de façon claire, convaincante et maîtrisée	1 formation	315 \$ (1 personne)
Montréal langue et savoir	Cours d'anglais	1 formation	20 280 \$ (52 personnes)
Technologia	Communiquer efficacement en toutes circonstances	1 formation	850 \$ (1 personne)
Total			27 992,52 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art.4 paragraphes 22 et 23) :

http://www.curateur.gouv.qc.ca/cura/fr/outils/acces_info.html#info

Question 7	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
------------	--

Cette question ne concerne pas le Curateur public.

Question 8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l’échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
------------	--

Fournisseur	Objet du contrat	Montant en \$ ¹
Direction de l’audit interne et des enquêtes		
Institut des auditeurs internes - Section de Montréal [IAIM]	Fournir des services professionnels de formation en audit interne (2 participants)	1 200,00
Equifax Canada Co.	Fournir des services de recherche de crédit (2 contrats)	1 209,53
Guerard, Éric (CPA auditeur)	Fournir des services professionnels d'audit des caisses des bénéficiaires de personnes représentées gérées par les ressources d'hébergement	5 180,00
Direction générale des services aux personnes		
CEGEP Marie-Victorin	Offrir des sessions de formation sur la planification de la retraite (7 contrats multidirections)	2 100,00
Hébert, Jacques	Fournir des services professionnels d’analyse de la démarche de modulation des visites des personnes représentées	18 676,00
Zoom Video Communications inc.	Abonnements mensuels au service de téléconférence Zoom (25 contrats multidirections)	2 180,00
Direction territoriale Sud		
Bruchési Brassard inc.	Fournir des services d'huissier (3 contrats)	1 499,53
Gaumond et Associés Huissiers S.E.N.C.	Fournir des services d'huissier (7 contrats)	2 148,87
Grand & Toy limitée	Acquérir des fournitures de bureau (3 contrats multidirections)	1 787,00
Huissiers Sherbrooke inc.	Fournir des services d'huissier (6 contrats)	4 170,07
Iron Mountain Canada Operations ULC	Fournir les services de destruction de documents confidentiels (18 contrats)	1 080,00
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (6 contrats)	3 040,79
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Fournir des services d'huissier	4 255,15

1. Seuls les contrats de plus de 1000\$ et inférieurs à 25 000\$ figurent à ce tableau.

Direction territoriale Montréal		
Iron Mountain Canada Operations ULC	Fournir les services de destruction de documents confidentiels (12 contrats)	1 058,10
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (12 contrats)	7 422,51
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Fournir des services d'huissier	6 363,53
Direction territoriale Nord		
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (10 contrats)	5 520,73
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Fournir des services d'huissier	1 841,77
Paradis Montpetit Beauchamp inc.	Fournir des services d'huissier (16 contrats)	3 223,83
Pilon & Ménard, huissiers de justice inc.	Fournir des services d'huissier (6 contrats)	1 037,40
Tremblay, Huissiers de justice inc.	Fournir des services d'huissier (15 contrats)	4 541,01
Trudel, Huissiers de justice	Fournir des services d'huissier (6 contrats multidirections)	1 635,48
Zoom Video Communications inc.	Abonnements mensuels au service de téléconférence Zoom (5 contrats)	2 820,00
Direction territoriale Est		
Confidentiel déchiquetage de documents inc.	Fournir les services de destruction de documents confidentiels (38 contrats)	1 826,70
Édifice les Façades inc.	Fournir des services d'entretien des locaux	6 451,32
Étude Coulombe, Dubé, huissiers de justice - Div. de Gagnon, Sénéchal, Coulombe	Fournir des services d'huissier (28 contrats)	4 423,97
Étude Jean-Marc Claveau	Fournir des services d'huissier (7 contrats)	1 503,91
Étude Pierre Blier, huissier de justice inc.	Fournir des services d'huissier (6 contrats)	2 328,77
Grand & Toy limitée	Acquérir des fournitures de bureau (4 contrats)	1 285,50
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (32 contrats)	3 122,85
Palais de justice de Chicoutimi	Frais de dossiers (7 contrats))	1 463,00
Palais de justice de Québec	Frais de dossier (17 contrats)	3 561,00
Staples Advantage	Acquérir des fournitures de bureau (4 contrats)	2 262,25
Direction de l'administration des patrimoines		
Wolters Kluwer Canada Limited	Renouvellement de l'abonnement à la bibliothèque fiscale	2 729,48
La compagnie de location d'autos Entreprise Canada	Fournir les services de location de voiture pour les déplacements courants (52 contrats)	4 396,06
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (14 contrats)	1 926,24
Direction de la recherche, des politiques et des statistiques		
Meltwater News Canada inc.	Fournir des services professionnels pour la veille stratégique régionale, nationale et internationale	9 900,00
Courrier parlementaire, Le (Groupe Mass-Média inc.)	Abonnement au Courrier parlementaire pour la saison 2020/2021	2 050,00
Les Solutions Outsidesoft inc.	Abonnement annuel au service en ligne du forfait personnalisé de SimpleSondage	1 195,00
Marketing Léger inc.	Fournir des services professionnels de sondage d'opinion publique sur la notoriété du mandat de protection	9 039,00
Direction de la production en technologies de l'information		
Ancile solutions inc.	Renouvellement du service de support informatique du logiciel Perform	8 262,17
Aptum Technologies [Canada] inc.	Fournir des services de lien informatique entre le siège social et le bureau de Longueuil	1 600,00

Beanfield Technologies inc.	Fournir des services de lien informatique entre le siège social et le bureau de Longueuil (2 contrats)	5 522,04
Beanfield Technologies inc.	Fournir un lien internet	2 803,75
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Renouvellement du contrat de soutien technique EMC Networker	8 080,17
Best Buy Canada	Acquisitions de caméras web	3 971,52
Caseware Cloud Ltd	Renouvellement du soutien technique pour le logiciel Caseware IDEA 10	9 547,75
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition d'une caméra Logitech avec microphone	1 333,96
CBCI Télécom Canada inc.	Fournir des services techniques pour la migration des liens informatiques de visioconférence	2 280,00
CBCI Télécom Canada inc.	Renouvellement du contrat annuel de soutien technique des composantes Cisco SmartNet	3 700,00
Compugen inc.	Acquisition d'imprimantes (2 contrats)	7 249,18
Compugen inc.	Renouvellement de l'assurance Windows CAL et Standard	10 772,73
Compugen inc.	Acquérir des licences CITRIX	11 665,20
Connex Québec inc.	Acquisition de matériels pour la téléphonie	3 875,00
DataWorld Canada inc.	Acquisition du logiciel "Entreprise Architect de Sparx Systems" et service de support informatique	14 606,00
Fresche Solutions inc.	Renouvellement du soutien technique annuel de « Media Speedware »	1 823,25
Informatique Pro-Contact	Fournir des services professionnels pour l'intégration de MS-Teams	5 000,00
INSO	Acquérir du matériel informatique (4 contrats)	1 835,11
IT2GO Solutions	Acquisition de produits DELL (2 contrats)	13 136,00
ITI inc.	Acquisition d'un routeur Cisco	1 136,00
ITI inc.	Acquisition de composantes pour le réseau Wifi	4 762,91
Les Solutions XMedius inc.	Renouvellement du contrat de soutien technique (client web et serveur de fax)	9 839,34
Logitech Group HD	Acquisitions d'équipements pour la visioconférence	1 350,61
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisitions de stations d'accueil HP	5 331,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisitions de produits LENOVO	7 520,55
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de répliqueurs de ports Think pad	22 143,20
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Renouvellement du soutien technique annuel de VMware Workspace One (AirWatch)	2 076,90
Octopus-ITSM.Com inc.	Renouvellement du contrat d'utilisation du logiciel Octopus	20 100,00
Octopus-ITSM.Com inc.	Acquisition de 10 licences du logiciel Octopus	1 250,00
QlikTech Corporation	Renouvellement de la maintenance pour les licences QLIK SENSE	6 370,68
Softchoice LP	Renouvellement de 3 abonnements annuels pour « Adobe Creative Cloud for Teams-VIP »	4 215,00
Softchoice LP	Renouvellement du contrat d'assistance technique pour les logiciels IBM (SPSS)	11 355,40
SonarSource	Acquérir un abonnement annuel au SonarQube Developer	2 400,00
Stanex inc.	Renouvellement du contrat de soutien technique pour les onduleurs UPS	7 653,00
TeamViewer GmbH	Renouvellement du soutien technique de « Team Viewer »	3 216,00

Technologie Renaps Canada inc.	Renouvellement du soutien technique pour les licences "Forms Tool"	3 564,00
Université Laval	Séances de formation en technologie infonuagique (10 participants)	3 500,00
Victrix conseil inc.	Fournir des services de pare-feu Palo Alto VM-200 pour les bureaux de Montréal et Longueuil (2 contrats)	5 869,86
Vidéotron ltée	Fournir des services d'accès internet (3 contrats)	3 037,18
Visual SVN	Acquisition d'un serveur	4 288,59
Zoom Video Communications inc.	Abonnements mensuels au service de téléconférence Zoom (17 contrats)	7 681,42
Direction des ressources financières et matérielles		
Arcadia inc.	Fournir des services de nettoyage et d'entretien	1 790,45
Bell Canada	Fournir des services d'annuaires et d'accès au réseau à distance	4 924,65
Gignac, Richard	Fournir des services professionnels de formation en comptabilité des patrimoines	24 450,00
Gignac, Richard	Fournir des services professionnels – travaux pour préparer l'audit financier des états financiers des comptes sous administration	3 412,50
Serrurier Sirois inc.	Fournir des services de serrurier	3 919,15
A.D.I. Art design international inc.	Acquérir du mobilier de bureau	4 700,00
Alarme Sentinelle	Fournir des services de réparation du système de sécurité au bureau de la DT Montréal	1 400,10
Binatek inc.	Acquérir des fournitures de bureau	3 136,00
Câble Idée Tech. inc.	Fournir et installer des lignes réseaux	1 910,00
Construction Serge Bergeron inc.	Fournir et installer des écrans protecteurs au siège social et dans les directions territoriales (3 contrats)	13 470,00
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.	Fournir des services de déménagement et d'aménagement des biens meubles (6 contrats)	2 973,14
Dufort et Lavigne	Acquérir de l'équipement médical	1 485,00
Éco Entreprises Québec	Fournir des services de recyclage	1 310,00
Gestion d'achats Ram inc.	Acquérir des fournitures de bureau (10 contrats)	4 758,35
Groupe G.E. Nationales inc.	Acquérir des équipements de protection (masques) (3 contrats)	12 800,00
Groupe G.E. Nationales inc.	Acquérir des produits de désinfection	1 450,00
Groupe Tri-Vintage inc.	Fournir des travaux de peinture et de réparations	10 024,93
Iron Mountain Canada Operations ULC	Fournir les services de destruction de documents confidentiels (9 contrats)	3 886,09
Kolostat inc.	Fournir des services de réparation	6 495,00
Moore Canada Corporation	Acquérir des fournitures de bureau	3 611,52
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (8 contrats)	13 522,60
Produits sanitaires Sydco inc.	Acquérir des produits de désinfection (7 contrats)	12 149,30
Quench Canada, inc.	Fournir des services d'entretien de distributeurs d'eau	1 134,00
Relocalisation Quali-T Plus inc. (9117-6479 Québec inc.)	Fournir des services de déménagement et d'aménagement de biens meubles (6 contrats)	12 853,75
Rogers Communications Canada inc.	Acquisition de services de mobilité cellulaire (5 contrats)	29 593,57
Sécurité Saturn inc.	Acquérir des cartes d'accès avec photos (3 contrats)	1 190,00
Staples Advantage	Acquérir des fournitures de bureau (12 contrats)	15 861,07
Stericycle Communication Solutions, ULC	Fournir des services de centre d'appel à l'extérieur des heures régulières (5 contrats)	6 443,51
STM	Acquérir des billets d'autobus pour les déplacements des employés	2 175,00

Teknion Roy & Breton inc.	Acquérir du mobilier de bureau (3 contrats)	9 919,72
Telus Communications inc.	Acquisition de services de mobilité cellulaire (4 contrats)	15 683,13
Enseignes Plus	Acquisitions d'enseignes pour favoriser la distanciation sociale (Covid)	2 600,00
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (37 contrats)	9 247,10
Quadient Canada Ltee	Fournir les services d'entretien et de réparation des équipements de traitement du courrier (5 contrats)	1 610,76
Quadient Canada Ltee	Fournir des services de location d'équipement pour le courrier	4 964,10
Quench Canada, inc.	Fournir des services de nettoyage de filtres (5 contrats multidirections)	1 080,00
Rogers Communications Canada inc.	Acquisition de services de mobilité cellulaire (5 contrats)	33 829,64
Telus Communications inc.	Acquisition de services de mobilité cellulaire (6 contrats)	19 991,79
Centre d'enregistrement et de traitement de l'information		
Fedex (Canada)	Fournir des services d'expédition de courrier rapide (7 contrats)	1 563,07
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (24 contrats)	3 537,86
Purolator inc.	Fournir des services d'expédition de courrier rapide (48 contrats)	23 299,30
Tab Products of Canada	Acquérir des articles de reprographie (3 contrats)	9 752,18
Direction générale des affaires juridiques		
Chambre des notaires du Québec	Recherches aux registres de la Chambre des notaires du Québec (9 contrats)	11 835,00
Direction des opérations juridiques		
Bélangier Sauvé, S.E.N.C.R.L.	Fournir des services professionnels d'avocat	2 000,00
Hamrouni, Naïma	Fournir des services professionnels de révision linguistique	5 000,00
Librairie Wilson & Lafleur inc.	Acquérir des livres et de la documentation juridique (3 contrats)	1 400,00
Novexco inc. (Hamster)	Acquérir des fournitures de bureau (9 contrats)	1 144,15
Thomson Reuters Canada	Acquérir des livres et de la documentation juridique (8 contrats)	1 283,00
Thomson Reuters Canada	Fournir des accès en ligne pour des livres et de la documentation juridique	8 117,88
Wolters Kluwer Canada Limited	Mise à jour de la réglementation en matière d'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (2 contrats)	4 805,00
Direction des communications		
9287-6515 Québec Inc.	Acquérir du matériel de promotion pour le 75 ^e anniversaire	1 495,00
Accent impression inc.	Fournir des services d'impression de dépliants	9 619,00
Deschamps impression inc.	Fournir des services d'impression du <i>Guide à l'usage du tuteur légal mineur et au conseil de tutelle</i> (3 contrats)	5 438,00
Deschamps impression inc.	Impression des cartes d'anniversaire pour les personnes représentées	2 713,00
Facebook, Inc.	Diverses campagnes de publicité sur Facebook (8 contrats)	3 964,31
I.C.I. Influence communications inc.	Fournir des services de revue de la presse écrite (10 contrats)	4 053,24

Kennedy, Nicole	Fournir des services professionnels de traduction	7 973,48
Les impressions Litho-Pro inc.	Fournir des services de reprographie (4 contrats)	1 300,00
Les impressions Litho-Pro inc.	Impression de 1 000 brochures (feuillet « Projet de loi et présentation générale ») (multidirections)	2 030,00
Les impressions Litho-Pro inc.	Fournir des services d'impression de guides (5 contrats)	15 217,00
Productions Kaméléon (9385-4578 Québec inc.)	Fournir les services de tournage et de montage d'une capsule vidéo (3 contrats)	1 300,00
Provençal, Fanny	Fournir des services professionnels de révision linguistique (10 contrats)	5 980,00
Traduction Proteus inc.	Fournir des services de traduction (10 contrats)	6 775,40
Direction des ressources humaines		
Acti-Com	Fournir des services professionnels de formation (3 contrats)	6 300,00
Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I]	Fournir des services professionnels de formation spécialisée	2 205,00
Barreau du Québec	Fournir des services professionnels de formation (13 contrats)	12 987,75
Bureau de conférenciers Orizon inc.	Fournir des services de formation spécialisée	2 500,00
CFC	Fournir des services professionnels de formation (4 contrats)	2 772,00
CIRA services médicaux	Fournir des services professionnels en expertise médicale (2 contrats)	3 725,00
Coaching de Gestion inc.	Fournir des services professionnels de formation	1 304,63
Collège d'Enseignement Général et Professionnel de Rimouski (CEGEP)	Fournir des services professionnels de formation	2 152,00
École de technologie supérieure	Fournir des services professionnels de formation (6 contrats)	4 462,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Fournir des services professionnels de formation (2 contrats)	2 450,00
Examed Clinique Travail Santé inc.	Fournir des services professionnels en expertise médicale	1 595,00
Formation Qualitemps inc.	Fournir des services professionnels de formation (2 contrats)	1 265,00
Groupe Contex Inc	Fournir des services professionnels de formation reliés à la gestion des ressources humaines (5 contrats)	4 938,50
Groupe Edgenda inc.	Fournir des services professionnels de formation en informatique (4 contrats)	1 940,00
Groupe Edgenda inc.	Fournir des services professionnels de formation - Microsoft Azure	1 350,00
Groupe Edgenda inc.	Fournir des services professionnels de formation - Microsoft 365	2 330,00
HEC Montréal	Fournir des services professionnels de formation en gestion	1 695,00
Institut d'administration publique de Québec	Frais d'adhésion à l'Institut de l'administration publique du Québec (22 participants)	1 000,00
Lizotte Médico-Experts	Fournir une expertise en assurance salaire	2 950,00
MLS-Montréal Langue et Savoir	Fournir des services professionnels de formation privée - conversation anglaise	16 345,00
Mouvement Québécois de la Qualité	Fournir des services d'accompagnement et de partage des meilleures pratiques d'affaires	2 475,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Séances de formation à l'ordre des CPA du Québec (2 contrats)	8 325,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Fournir des services professionnels de formation en gestion des ressources humaines (2 contrats)	1 070,00
Quinte Dimension inc.	Fournir des services professionnels de formation	3 000,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Fournir des services professionnels de formation	2 233,41
Technologia Formation	Fournir des services professionnels de formation (2 contrats)	1 700,00
Technologia Formation	Fournir des services professionnels de formation MS Excel (4 contrats)	7310,00

Technologia Formation	Fournir des services professionnels de formation en gestion	1 150,00
Technologia Formation	Fournir des services de formation spécialisée pour le développement web (4 participants)	5 160,00
Technologia Formation	Fournir des services professionnels pour l'implantation d'une équipe de test	3 440,00
Technologia Formation	Fournir des services professionnels de formation UX Design	1 290,00
Vérifications Mondiales Mintz	Fournir des services de vérification pré-emploi (6 contrats)	1 720,00
Versalys	Fournir des services professionnels de formation pour Word	1 701,00
Direction générale de l'innovation et de la transformation		
Hôtel le Dauphin Montréal centre-ville®	10 nuitées d'hébergement pour les déplacements courants (7 contrats)	1 500,12
Direction de l'innovation et de la planification		
Guillaume Delroeux Consultants ltée	Fournir des services professionnels de conseils en expérience client	24 280,00
Direction de la mise en œuvre de la transformation		
Pluralsight, LLC	Abonnements annuels (2 contrats) à une solution de formation pour l'infonuagique	1 148,46
Atlassian Ply Ltd	Renouvellement de licences et support pour logiciels de gestion de projets (8 contrats)	10 554,60
Daméco inc.	Fournir une évaluation des utilisateurs potentiels de la mesure d'assistance et du volume anticipé de dossiers	23 550,00
Facebook, Inc.	Diverses campagnes de publicité sur Facebook (5 contrats)	4 712,70
Jaanga inc.	Acquérir des licences pour l'utilisation de modules complémentaires aux produits d'Atlassian (Jira, Confluence, Tempo)	9 800,00
Jaanga inc.	Fournir des services de support et d'accompagnement en infonuagique	3 315,00
Jpoint Consulting Inc	Fournir des services professionnels de conseil stratégique en transformation numérique	22 200,00
Procom Québec inc.	Fournir des services professionnels d'analyste et de développeur informatique	21 905,00
RF2 Productions inc.	Fournir des services professionnels pour la réalisation d'une vidéo explicative du projet de loi	23 000,78
Transition services-conseils inc.	Fournir des services professionnels d'un spécialiste en gestion de projets	4 279,96
Valiantys inc.	Acquérir 500 licences pour l'utilisation de « Xray Test Management »	6 770,00

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

Question 9	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
------------	--

1- **DMOT0415 : Conception et réalisation de projets de développement de systèmes d’information (Appel d’offres dans le but d’adjuger des contrats à exécution sur demande à plusieurs prestataires de services)**

a) la liste des soumissions et le montant de chacune

Firms	Jan1	Jan2	Jan3	Jan4	Jan5	Jan6	Jan7	Jan8	Jan9	Jan10	Jan11	Jan12	Jan13	Jan14	Jan15	Jan16	Jan17	Jan18	Jan19	Jan20	Jan21	Jan22	Jan23	Jan24	Jan25	Jan26	Jan27	Jan28	Jan29	Jan30	Jan31	Jan32	Jan33	Jan34	Jan35	Montant du contrat	
Aditya Canada inc.	35574000 \$	33726000 \$	1 063 20000 \$	2 461 12000 \$	2 227 600000 \$	2 231000000 \$	- \$	- \$	556 400000 \$	35574000 \$	526 680000 \$	1 145 760000 \$	1 650 800000 \$	906 600000 \$	831 600000 \$	1 236 160000 \$	455 900000 \$	924 000000 \$	460780000 \$	572 880000 \$	2 192 940000 \$	585 200000 \$	378 940000 \$	2 346 920000 \$	906 600000 \$	626 320000 \$	1 948 700000 \$	866 540000 \$	665 200000 \$	1 422 940000 \$	406 560000 \$	1 031 800000 \$	646 800000 \$	665 200000 \$	1 655 200000 \$	35 579 60000 \$	
Amers Conseil Inc.	315 580000 \$	- \$	- \$	2 751 650000 \$	2 450 880000 \$	2 655 180000 \$	- \$	- \$	571 880000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	735 246000 \$	612 832000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 000 322000 \$	
ASTEK Canada Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	606 300000 \$	411 180000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	454 200000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	346 500000 \$	- \$	- \$	25 989 390000 \$	
Bell Canada	386 000000 \$	411 180000 \$	- \$	3 732 940000 \$	2 741 200000 \$	- \$	- \$	- \$	623 900000 \$	517 440000 \$	- \$	- \$	1 398 320000 \$	- \$	- \$	1 159 620000 \$	- \$	1 27 680000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	869 800000 \$	1 821 650000 \$	- \$	- \$	- \$	411 180000 \$	- \$	- \$	1 940 000000 \$		
Chrome Technologies	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	564 654000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	564 654000 \$	- \$	1 112 180000 \$	- \$	- \$	- \$	800 954000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 142 454000 \$	
CIS Consultation Lean Sigma	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
CMI Groupe Conseil	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Colorm inc.	299 990 600 \$	3 045 580 000 \$	1 083 550 000 \$	2 659 078 400 \$	2 033 520 000 \$	2 256 540 000 \$	595 410 400 \$	670 972 000 \$	559 774 000 \$	355 590 600 \$	458 543 800 \$	670 972 000 \$	1 724 427 800 \$	720 711 200 \$	610 623 400 \$	1 294 715 200 \$	455 943 800 \$	1 224 302 200 \$	422 950 600 \$	594 946 400 \$	2 014 214 400 \$	542 803 800 \$	559 620 800 \$	2 135 599 600 \$	677 046 800 \$	702 284 800 \$	1 584 010 200 \$	702 284 400 \$	809 199 600 \$	1 511 910 600 \$	291 235 800 \$	865 658 400 \$	557 756 600 \$	629 024 000 \$	34 545 951 200 \$		
Conseillers en Gestion et Informatique CCI Inc.	489 030 000 \$	423 571 400 \$	2 366 833 300 \$	3 575 402 000 \$	2 810 077 600 \$	3 327 751 000 \$	648 199 200 \$	1 045 954 800 \$	811 102 400 \$	484 793 000 \$	510 015 000 \$	1 193 271 200 \$	1 642 406 000 \$	985 024 200 \$	957 435 400 \$	1 075 355 600 \$	516 693 400 \$	1 296 800 600 \$	558 256 600 \$	677 663 000 \$	2 529 726 400 \$	- \$	- \$	- \$	3 360 920 200 \$	975 669 400 \$	1 019 440 400 \$	2 002 911 400 \$	- \$	810 246 800 \$	44 1955 600 \$	646 558 400 \$	946 510 200 \$	847 048 800 \$	1829 739 200 \$	40 752 747 200 \$	
Efficient inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Ergoweb Canada Inc	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
EST Technologies Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Evo	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Firjux Canada (Reception des appels d'offres)	303 600 000 \$	3 016 400 000 \$	1 584 000 000 \$	2 587 700 000 \$	22 440 000 000 \$	2 640 000 000 \$	462 000 000 \$	726 000 000 \$	623 900 000 \$	561 000 000 \$	594 000 000 \$	1 320 000 000 \$	1 394 400 000 \$	687 500 000 \$	623 500 000 \$	1 142 800 000 \$	525 000 000 \$	1 144 000 000 \$	520 000 000 \$	561 000 000 \$	2 464 000 000 \$	544 500 000 \$	389 400 000 \$	2 610 300 000 \$	1 320 000 000 \$	1 188 000 000 \$	1 645 600 000 \$	897 600 000 \$	871 200 000 \$	1 795 200 000 \$	346 500 000 \$	858 000 000 \$	654 500 000 \$	654 400 000 \$	1 359 600 000 \$	57 959 900 000 \$	
GIG Informatique et Gestion inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Gestion Débitix s.e.c.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Groupe Etigenda	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	697 590 400 \$	3 083 163 000 \$
Groupe Metalgène	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 114 000 000 \$
IBM Canada Inc	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Innové Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	454 300 000 \$	

Firms	Jan1	Jan2	Jan3	Jan4	Jan5	Jan6	Jan7	Jan8	Jan9	Jan10	Jan11	Jan12	Jan13	Jan14	Jan15	Jan16	Jan17	Jan18	Jan19	Jan20	Jan21	Jan22	Jan23	Jan24	Jan25	Jan26	Jan27	Jan28	Jan29	Jan30	Jan31	Jan32	Jan33	Jan34	Jan35	Monnaie du contrat	
Point Conseil Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	720 720,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	720 720,00 \$
Keynes Canada Inc	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	924 000,00 \$	947 000,00 \$	600 600,00 \$	- \$	- \$	- \$	1 155 000,00 \$	1 000 000,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 297 600,00 \$
Lancelle Groupe Conseil	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	761 373,80 \$	456 320,20 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 902 507,20 \$
Les Services conseils Alpha inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	431 002,20 \$	449 572,20 \$	936 104,40 \$	1 445 294,20 \$	- \$	- \$	1 083 944,40 \$	- \$	- \$	1 224 492,20 \$	305 012,20 \$	541 972,20 \$	2 291 538,40 \$	718 487,00 \$	392 700,00 \$	3 276 165,40 \$	872 487,00 \$	806 744,40 \$	1 648 431,40 \$	954 534,40 \$	- \$	1 390 168,80 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 687 408,80 \$	
Leroo Conseils inc.	299 607,00 \$	276 670,00 \$	1 521 135,00 \$	2 272 056,00 \$	1 845 380,00 \$	2 111 725,00 \$	502 867,00 \$	601 640,00 \$	423 145,00 \$	299 607,00 \$	322 707,00 \$	530 734,00 \$	922 152,00 \$	530 145,00 \$	403 945,00 \$	645 444,00 \$	318 087,00 \$	848 252,00 \$	403 867,00 \$	401 487,00 \$	1 597 994,00 \$	453 145,00 \$	453 145,00 \$	276 507,00 \$	2 067 249,00 \$	599 214,40 \$	1 166 319,00 \$	539 974,00 \$	543 774,00 \$	1 179 948,00 \$	294 867,00 \$	522 445,00 \$	453 145,00 \$	543 774,00 \$	1 799 948,00 \$		
Logent	353 000,00 \$	314 100,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	667 200,00 \$	
MFP	- \$	- \$	- \$	3 249 400,00 \$	2 864 400,00 \$	3 157 000,00 \$	554 400,00 \$	- \$	- \$	491 260,00 \$	- \$	873 180,00 \$	1 603 140,00 \$	762 280,00 \$	646 800,00 \$	1 256 640,00 \$	418 880,00 \$	1 494 420,00 \$	460 440,00 \$	511 200,00 \$	2 353 320,00 \$	777 700,00 \$	777 700,00 \$	439 920,00 \$	3 121 179,80 \$	893 200,00 \$	745 360,00 \$	2 019 710,00 \$	- \$	- \$	- \$	777 700,00 \$	700 700,00 \$	- \$	1 631 784,00 \$		
OcoSales	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	947 100,00 \$	
Okum	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Payal	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Proxim Montreal	272 580,00 \$	254 320,00 \$	1 945 020,00 \$	2 559 480,00 \$	1 946 560,00 \$	1 894 200,00 \$	467 580,00 \$	822 560,00 \$	609 840,00 \$	364 980,00 \$	364 980,00 \$	425 940,00 \$	1 054 420,00 \$	648 340,00 \$	571 340,00 \$	823 360,00 \$	364 980,00 \$	974 820,00 \$	303 580,00 \$	303 580,00 \$	2 319 240,00 \$	571 340,00 \$	571 340,00 \$	157 080,00 \$	2 559 480,00 \$	686 840,00 \$	794 640,00 \$	1 424 300,00 \$	471 240,00 \$	545 160,00 \$	648 340,00 \$	609 840,00 \$	498 960,00 \$	1 404 480,00 \$			
Promethee Consultants	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 295 600,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 940 400,00 \$	
Prometel	298 667,50 \$	244 262,50 \$	2 714 200,00 \$	3 474 240,00 \$	2 333 300,00 \$	2 489 062,50 \$	- \$	- \$	542 850,00 \$	- \$	- \$	769 037,50 \$	580 037,50 \$	769 037,50 \$	580 037,50 \$	- \$	353 852,50 \$	1 031 320,00 \$	569 992,50 \$	624 277,50 \$	2 316 160,00 \$	- \$	- \$	- \$	2 609 965,00 \$	678 562,50 \$	- \$	- \$	- \$	597 135,00 \$	244 924,50 \$	949 987,50 \$	633 325,00 \$	434 260,00 \$	1 411 410,00 \$		
RJD Conseil Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
RENAISSANCE TECHNOLOGY CANADA INC	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	43 940,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	494 940,00 \$	
Ribus Technologies	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
SEPTI placement TInc.	359 436,00 \$	359 436,00 \$	2 076 690,00 \$	2 768 394,00 \$	2 440 920,00 \$	2 383 150,00 \$	- \$	- \$	554 400,00 \$	461 536,00 \$	- \$	- \$	1 353 968,00 \$	- \$	- \$	1 107 596,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 989 736,00 \$	- \$	- \$	- \$	2 583 966,00 \$	- \$	- \$	1 624 546,00 \$	- \$	- \$	- \$	276 738,00 \$	- \$	599 830,00 \$	- \$	1 476 552,00 \$	
Sir Partners inc. (Sir Partners inc.)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	704 906,20 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 612 601,20 \$	989 731,60 \$	- \$	- \$	1 885 206,40 \$	- \$	- \$	563 562,80 \$	589 127,00 \$	2 897 778,40 \$	867 444,40 \$	- \$	- \$	- \$	3 609 257,60 \$	1 143 476,40 \$	- \$	- \$	- \$	1 102 846,80 \$	- \$	2 205 693,60 \$	- \$	- \$	- \$	17 203 432,40 \$
SILMUS Services Conseils	513 000,00 \$	395 738,00 \$	1 984 666,20 \$	2 989 562,40 \$	3 349 160,00 \$	2 915 825,00 \$	747 483,00 \$	1 123 590,60 \$	700 755,00 \$	530 345,40 \$	530 345,40 \$	603 930,80 \$	1 990 938,40 \$	1 014 328,80 \$	503 165,00 \$	1 215 590,40 \$	372 312,60 \$	1 558 475,60 \$	559 897,80 \$	559 519,20 \$	2 365 211,20 \$	380 165,00 \$	348 862,80 \$	3 269 659,80 \$	686 073,80 \$	819 654,40 \$	2 400 101,00 \$	744 625,20 \$	1 395 451,20 \$	348 862,80 \$	739 950,20 \$	979 105,60 \$	1 676 831,20 \$	42 453 326,40 \$			
Societe Conseil Groupe LGS	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Systematic Technologies de Information Inc.	516 780,00 \$	- \$	2 009 700,00 \$	- \$	- \$	2 560 250,00 \$	- \$	- \$	630 650,00 \$	452 760,00 \$	- \$	- \$	- \$	902 530,00 \$	693 000,00 \$	- \$	411 180,00 \$	- \$	471 240,00 \$	545 160,00 \$	2 340 880,00 \$	- \$	- \$	- \$	3 072 300,00 \$	- \$	1 016 400,00 \$	- \$	- \$	- \$	369 600,00 \$	- \$	630 650,00 \$	- \$	- \$	16 524 970,00 \$	
Talon Plastics	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	552 475,00 \$	322 264,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	606 375,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	441 665,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 895 740,00 \$	
TELLUS Communications Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 339 800,00 \$	- \$	1 304 476,80 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 913 227,80 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 575 596,40 \$	
TradeTrac Inc.	415 800,00 \$	303 330,00 \$	1 991 220,00 \$	2 482 480,00 \$	2 414 720,00 \$	2 344 650,00 \$	459 600,00 \$	794 784,00 \$	599 160,00 \$	409 640,00 \$	338 830,00 \$	759 836,00 \$	1 276 660,00 \$	685 300,00 \$	540 240,00 \$	934 780,00 \$	389 734,00 \$	1 089 704,00 \$	469 700,00 \$	- \$	2 079 000,00 \$	- \$	- \$	- \$	2 887 500,00 \$	704 853,00 \$	- \$	- \$	1 538 972,00 \$	- \$	- \$	429 660,00 \$	731 300,00 \$	646 800,00 \$	831 160,00 \$	1 841 140,00 \$	
TRANSITION Services Conseil inc.	295 125,60 \$	- \$	1 891 659,00 \$	2 760 542,40 \$	2 397 780,00 \$	2 267 265,00 \$	- \$	- \$	599 753,00 \$	458 671,80 \$	- \$	- \$	- \$	682 153,00 \$	530 153,00 \$	- \$	- \$	877 660,80 \$	401 431,80 \$	664 771,80 \$	1 919 209,60 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	345 807,00 \$	- \$	575 054,00 \$	- \$	2 828 240,00 \$
XRUM Vision Inc.	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	595 980,00 \$	942 800,00 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 538 400,00 \$

2- DMOT20-017 : Travaux d’architecture pour la Transformation numérique du Curateur public

a) la liste des soumissions et le montant de chacune

Un seul prestataire de services a déposé une soumission : Cofomo inc. (8 599 175,20 \$)

À noter que les firmes Alithya Canada inc., CMI Groupe Conseil, Les services conseils ABna inc. et Systematix. ont répondu à l’appel d’offres par la transmission du questionnaire de non-participation (réf. article 1.11 du document "Cahier de consultation des entreprises").

3- 999109648 : Tables ajustables électriques pour le Curateur public (Contrat suite à un achat mandaté au Centre d’acquisitions gouvernementales (CAG). Un total de 275 tables électriques ajustables était visé par l’appel d’offre.

a) la liste des soumissions et le montant de chacune

Soumissionnaire	Prix Soumis
Teknion Roy & Breton	148 131,50 \$
2737-6557 Québec inc.	158 675,00 \$
Consulis Environnement de Bureau inc.	161 433,25 \$
Artopex inc.	221 729,75 \$
NUA OFFICE INC.	222 758,25 \$
9417-2160 Québec inc	270 875,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question 10	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
-------------	---

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 11	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
	a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

En 2020-2021, le Curateur public a poursuivi ses projets de développement informatique, d'optimisation et d'amélioration des services à la clientèle. Ces projets inscrits au plan d'action annuel de l'organisation sont arrimés aux priorités stratégiques. Ils font également partie de la programmation des investissements et des dépenses (PIDRI) du Curateur public au chapitre des nouveaux développements informatiques ou des travaux en continuité de plus de 100 000 \$.

Les projets de développement informatique de plus de 100 000 \$ pour 2020-2021 sont tous des projets en parachèvement, à l'exception du projet 2857 – Opérationnalisation du projet de loi 18 dont l'exécution a été initiée en 2020-2021. Le tableau suivant donne le statut des projets en date du 28 février 2021.

Question 11 Projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié en 2020-2021							
Étude des crédits 2020-2021 Question 11 - Annexe	Nature du projet (B)	Montant initial prévu (D)	Opportunité pour du logiciel libre (L)	Sommes dépensées en 2020-2021 (F)	Dépense totale du projet en date du 28 février 2021 (F)	Pourcentage d'avancement (I)	Nombre et liste des pénalités (M)
Nom du projet informatique (A)							
Projet 2857 - Opérationnalisation du projet de loi 18	Développement applicatif et infonuagique.	30 761 200 \$	OUI	2 650 354 \$	2 931 968 \$	11%	S.O.

Par ailleurs, l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question 11

Projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$ initié en 2020-2021

Étude des crédits 2020-2021 Question 11 - Annexe							
Nom du projet informatique (A)	Nature du projet (B)	Montant initial prévu (D)	Opportunité pour du logiciel libre (L)	Sommes dépensées en 2020-2021 (F)	Dépense totale du projet en date du 28 février 2021 (F)	Pourcentage d'avancement (I)	Nombre et liste des pénalités (M)
Projet 2857 - Opérationnalisation du projet de loi 18	Développement applicatif et infonuagique.	30 761 200 \$	OUI	2 650 354 \$	2 931 968 \$	11%	S.O.

Question 12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
-------------	---

Veillez-vous référer à la réponse de la question 11.



Question 13	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
-------------	---

DÉPENSES POUR LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

a) Photocopie	51 438,24 \$
b) Mobilier de bureau	24 521,82 \$
c) Ameublement	0 \$
d) Décoration ou embellissement	0 \$
e) Distributeurs d'eau de source	0 \$
f) Frais de transport	39 718 \$
g) Frais d'hébergement	9 533 \$
h) Frais de repas	4 815 \$
i) Frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) Dépenses relatives à la participation à des congrès, colloques et tout type de perfectionnement ou ressourcement (incluant les salaires)	
I.a) au Québec	
Montant pour l'année financière 2020-2021	578 259 \$
II.b) à l'extérieur du Québec	
Montant pour l'année financière 2020-20201	0 \$

Question 14	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
--------------------	--

c) Coût d'acquisition des appareils 626,69 \$

d) Coût d'utilisation des appareils 99 098,13 \$

e) Coût mensuel des contrats téléphoniques

Pour la période du 21 octobre 2019 à juin 2025, Contrat CSPQ :

- Téléphones cellulaires intelligents :
 - Rogers :
 - o Appareil subventionné : 33,90 \$ / mois
 - o Appareil non subventionné : 27,90 \$ / mois
 - Telus
 - o Appareil subventionné : 31,90 \$ / mois
 - o Appareil non subventionné : 17,90 \$ / mois
- Téléphones cellulaires voix seulement :
 - Rogers (Appareil subventionné et non – subventionné) : 9,20\$ / mois

h) Coût des frais d'itinérance 139,97 \$
Proportion assumée directement par l'organisme 100,00 %

i) Coût lié aux dépassements des forfaits de données 2 779,52 \$
Proportion assumée directement par l'organisme 100,00 %

j) Coût de résiliation 78,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Curateur public en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <http://www.curateur.gouv.qc.ca>

Question 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que pour les prévisions pour 2021-2022: a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de moins de 35 ans; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) – le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; q) le nombre de postes abolis, ventilé par corps d'emploi; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi; s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
---------------------------	---

Pour l'année financière 2020-2021

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Voir les tableaux ci-joints.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

8 212,83 jours de maladie

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

Regroupement catégorie d'emploi	Catégorie d'emploi	Effectif*	Réserve + banque de jours de maladie	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
01 Cadres et TES	Emplois supérieurs	2	0,00	2	0	0	0
	Cadres	41	1 826,13	10	19	6	6
02 Professionnels	Professionnels	450	13 610,32	199	173	45	33
03 Fonctionnaires	Personnel de bureau	80	887,15	56	20	4	0
	Techniciens et assimilés	222	3 464,22	106	101	14	1
05 Étudiants et stagiaires	Étudiants et stagiaires	57	0,00	57	0	0	0
Total*		852	19 787,82	430	313	69	40

* Inclut 1 technicien qui a quitté le 26 février 2021
N'inclut pas 5 professionnels (2 ayant un statut d'affectation secondaire et 3 ayant un contrat de moins d'un an)

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) – le coût moyen par employé, selon la classe de travail

Heures supplémentaires	Nombre d'heures
Total d'heures effectuées	10 841,17
Total d'heures payées	7 102,14
Total d'heures compensées	3 739.03

Classe de travail	Nombre d'employés	Coût moyen par employé
Cadres	0,00	0,00 \$
Professionnels	231	1 999.89\$
Personnel du bureau et techniciens	83	885,37\$

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

10 991 jours

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

Regroupement catégorie d'emploi	Catégorie d'emploi	Effectif*	Réserve de jours de vacances	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
01 Cadres et TES	Emplois supérieurs	2	75,00	0	1	1	0
	Cadres	41	974,28	11	25	5	0
02 Professionnels	Professionnels	450	4 298,54	282	159	9	0
03 Fonctionnaires	Personnel de bureau	80	723,45	49	30	1	0
	Techniciens et assimilés	222	2 237,93	116	105	0	0
05 Étudiants et stagiaires	Étudiants et stagiaires	57	96,93	53	4	0	0
Total*		852	8 406,12	511	324	17	0

* Inclut 1 technicien qui a quitté le 26 février 2021
N'inclut pas 5 professionnels (2 ayant un statut d'affectation secondaire et 3 ayant un contrat de moins d'un an)

h) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Région no.	Objet	Personnel d'encadrement	Professionnels	Personnel de bureau	Techniciens et assimilés	Total
01	Bas Saint-Laurent (Rimouski)	0	4	0	0	4
02	Saguenay/Lac-Saint-Jean	0	4	0	0	4
03	Capitale-Nationale	6	40	5	18	69
04	Mauricie (Trois-Rivières)	0	4	0	0	4
05	Estrie (Sherbrooke)	0	9	0	3	12
06	Montréal	30	266	42	116	454
07	Outaouais (Gatineau)	0	4	0	0	4
08	Abitibi-Témiscamingue (Rouyn)	0	3	0	1	4
15	Laurentides (Saint-Jérôme)	4	29	5	16	54
16	Montérégie (Longueuil)	3	24	3	10	40
17	Centre-du-Québec (Victoriaville)	0	2	0	2	4
	Total	43	389	55	166	653

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

82 employés ont bénéficié d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

9 employés ont bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Objet	Personnel d'encadrement	Professionnels	Techniciens et personnel de bureau	Total
Montréal (06)	30	312	220	562
Capitale-Nationale (03)	6	47	28	81
Saguenay/Lac-Saint-Jean (02)	0	4	0	4
Bas Saint-Laurent (Rimouski) (01)	0	5	0	5
Laurentides (Saint-Jérôme) (15)	4	32	26	62
Mauricie (Trois-Rivières) (04)	0	5	0	5
Abitibi-Témiscamingue (Rouyn) (08)	0	3	1	4
Outaouais (Gatineau) (07)	0	4	0	4
Montréal (Longueuil) (16)	3	30	20	53
Estrie (Sherbrooke) (05)	0	11	4	15
Centre-du-Québec (Victoriaville) (17)	0	2	2	4
Total	43	455	301	799
* Incluant le poste du dirigeant d'organisme				

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) Le nombre d’employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) Le nombre de postes abolis, ventilé par corps d’emploi

Aucun poste n’a été aboli.

r) L’effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

s) Le nombre de postes vacants et le nombre d’ETC non comblés, ventilé par région

Objet	Personnel d'encadrement	Professionnels	Techniciens et personnel de bureau	Total
Montréal (06)	1	13	21	35
Capitale-Nationale (03)	0	5	2	7
Saguenay/Lac-Saint-Jean (02)	0	0	0	0
Bas Saint-Laurent (Rimouski) (01)	0	0	0	0
Laurentides (Saint-Jérôme) (15)	0	4	1	5
Mauricie (Trois-Rivières) (04)	0	0	0	0
Abitibi-Témiscamingue (Rouyn) (08)	0	0	0	0
Outaouais (Gatineau) (07)	0	0	0	0
Montréal (Longueuil) (16)	1	5	4	10
Estrie (Sherbrooke) (05)	0	0	0	0
Centre-du-Québec (Victoriaville) (17)	0	0	0	0
Total	2	27	28	57

Question 16	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
--------------------	--

a) Nombre de départs à la retraite en 2020-2021, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Nombre de remplacements en 2020-2021 effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

Il y a eu 12 remplacements en 2020-2021.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités qui seront versées ;

Se référer à la réponse de la question 16a.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

Au cours de l'année 2020-2021, le Curateur public du Québec a embauché 12 employés retraités pour un contrat d'une durée inférieure ou égale à cinquante-cinq jours travaillés, conformément aux règles gouvernementales en vigueur.

Question 17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1 ^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.
-------------	--

Liste des baux pour les espaces loués :

- g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

MONTREAL – 454, Place Jacques-Cartier (Direction territoriale – Région Centre) (Propriétaire : Édifice Le Coin Inc.)	
Nature des travaux	Rafraîchissement des locaux (tapis-peinture)
Coût d’aménagement (amorti sur 60 mois)	79 288,76 \$
QUÉBEC – 400, Boulevard Jean-Lesage (Bureau régional – Région Est) Propriétaire : Édifice les Façades Inc.)	
Nature des travaux	Rafraîchissement des locaux (tapis-peinture)
Coût d’aménagement (amorti sur 180 mois)	406 377,06 \$

Liste des baux pour les espaces loués :

- l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

MONTREAL – 500, boul. René-Lévesque Ouest (Propriétaire : Alfid) Entente d’occupation octobre et novembre 2020	
Coûts de résiliation de bail en cours d’année	0,00 \$

Liste des baux pour les espaces loués :

- a) l’emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
f) le coût total de ladite location;
h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l’espace loué;

MONTRÉAL - 600, boul. René-Lévesque Ouest (Siège social) (Propriétaire : Complexe 600 RLO S.E.C.)	
Superficie locative en mètre carré	10 305,38
Coût annuel	3 555 907,87 \$
Durée Renouvellement / Préavis	10 ans Annuel / 24 mois
MONTRÉAL – 500, boul. René-Lévesque Ouest (Propriétaire : Alfid) Entente d’occupation octobre et novembre 2020	
Superficie locative en mètre carré	641,13
Coût annuel	45 547,64 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Dénonciation du bail Local libéré fin novembre 2020
MONTRÉAL – 150, rue Ste-Catherine Ouest (entrepôt) (Propriétaire : Groupe Immobilier Desjardins inc.)	
Superficie locative en mètre carré	58,25
Coût annuel	11 215,36 \$
Durée Renouvellement / Préavis	1 an Annuel / 1 an
QUÉBEC - 400 boul. Jean Lesage (Direction territoriale – Région Est) (Propriétaire : Édifice les Façades Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	2 103,48
Coût annuel	397 112,36 \$
Durée Renouvellement / Préavis	5 ans et option de renouvellement de 5 ans disponible, avec un préavis de 11 mois Annuel / 12 mois
TROIS-RIVIÈRES – 25, Rue Des Forges, (Point de service – Région Nord) (Propriétaire : Développement Olymbec Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	429,45
Coût annuel	67 481,07 \$
Durée Renouvellement / Préavis	1 an Annuel / 1 an
LONGUEUIL – 201, Place Charles-Le Moyne (Direction territoriale – Région Sud) (Propriétaire : Société québécoise des infrastructures (SQI))	
Superficie locative en mètre carré	1 241,45
Coût annuel	200 191,35 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI
SAINT-JÉRÔME – 222, rue Saint-Georges (Direction territoriale – Région Nord) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	1 690,12
Coût annuel	314 357,19 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI
RIMOUSKI – 337, Rue Moreault (Point de service – Région Est) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	158,94
Coût annuel	25 649,98 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI

SHERBROOKE – 200, rue Belvédère Nord (Point de service – Région Sud) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	394,01
Coût annuel	88 665,83 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI
SAGUENAY – 227, rue Racine Est (Point de service – Région Est) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	190,24
Coût annuel	38 591,34 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI
ROUYN-NORANDA – 255, rue Principale (Point de service – Région Nord) (Propriétaire : 9394-4189 Québec inc.)	
Superficie locative en mètre carré	147,40
Coût annuel	39 382,69 \$
Durée Renouvellement / Préavis	5 ans 5 ans / 11 mois
GATINEAU – 16, rue Impasse de la Gare-Talon (Point de service - Région Nord) (Propriétaire : 102662 Canada Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	149,71
Coût annuel	37 880,61 \$
Durée Renouvellement / Préavis	5 ans Annuel / 6 mois
VICTORIAVILLE – 62, rue Saint-Jean-Baptiste (Point de service - Région Sud) (Propriétaire : SQI)	
Superficie locative en mètre carré	221,87
Coût annuel	30 420,88 \$
Durée Renouvellement / Préavis	Aucune, propriété de la SQI
MONTRÉAL – 454, Place Jacques-Cartier (Direction territoriale – Région Centre) (Propriétaire : Édifice Le Coin Inc.)	
Superficie locative en mètre carré	2 303,79
Coût annuel	650 610,52 \$
Durée Renouvellement / Préavis	5 ans Annuel / 12 mois

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Curateur public en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*.
<http://www.curateur.gouv.qc.ca>

Question 18	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
--------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures pour les immeubles dont elle est propriétaire ainsi que pour les immeubles qu'elle loue auprès de propriétaires privés.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

a) La liste des actifs excédentaires inoccupés :

Le Curateur public a signé une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures pour le 500 boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal dont le propriétaire est « Alfid ». L'entente est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2020 et a été dénoncé par le Curateur public pour la fin novembre 2020.

b) La valeur estimée de ceux-ci :

Le loyer payé pour les mois d'octobre et novembre 2020 s'élève à 45 547,64 \$.

c) Les coûts d'entretien annuel :

Aucun

d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci :

La superficie locative était de 641,13 mètres carrés.

Question 19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
-------------	--

Veillez vous référer à la réponse de la question 18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Question 20	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-------------	--

Il n'y a pas de travaux de cet ordre au Curateur public du Québec en 2020-2021.

Question 21	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-------------	---

Veuillez-vous référer à la question RG-20.

Question 22	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>
-------------	---

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 23	Liste des sommes d’argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant : a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.
-------------	--

Le Curateur public du Québec n’a versé aucune somme d’argent à titre discrétionnaire au cours de l’année financière 2020-2021.

Question 24	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. g) les prévisions pour 2021-2022
-------------	---

Il n'y avait pas de personnel hors structure rémunéré par le Curateur public et qui n'occupait aucun poste en 2020-2021.

Question 25	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s’il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2021-2022.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 26	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2021-2022.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 27	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
-------------	---

Il n'y a eu aucun poste aboli au Curateur public en 2020-2021.

Question 28	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présentez l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.
-------------	--

Cette question réfère à la réponse de la question 15 j.

Question 29	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l’assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l’assignation hors structure; g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).
-------------	--

Il n’y a pas de personnel rémunéré par le Curateur public et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Question 30	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service.
-------------	---

Titre	Fournisseur	Quantité	Coût \$
Accès à l'information : Loi annotée. Mises à jour no.45, no.46, no. 47 & no. 48	Thomson Reuters (Éditions Yvon Blais)	1	460,00
Courrier parlementaire	Le Courrier parlementaire (Groupe Mass-Média inc.)	1	2 050,00
Développement humain, changement social	EBSCO	1	104,00
Protégez-vous	Les Éditions Protégez-vous	1	49,95
Revue de la protection des mineurs et des adultes	Schulthess (Suisse)	1	258,62
Meltwater ¹	Meltwater	1	9 900,00
Service social	Consortium Érudit SENC	1	170,00
Nouvelles pratiques sociales	Consortium Érudit SENC	1	117,00
Revue francophone de la déficience intellectuelle	Consortium Érudit SENC	1	102,00
Le Devoir	Le Devoir	1	185,28\$

¹ Meltwater est un outil de veille informationnelle qui donne accès à une base de données de publications électroniques québécoise, canadienne et étrangère (articles de presse, articles d'organisations ou groupes divers, blogues de spécialistes, communiqués de presse, vidéos, rapports statistiques, etc.) et permet de répertorier celles-ci selon des thématiques choisies.

Question 31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.
-------------	---

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 30.

Question 32	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-------------	--

Aucune somme n’a été déboursée par le Curateur public du Québec à cet égard.



Question 33	Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits ») ; g) la fréquence moyenne de mise à jour ; h) le responsable du contenu sur le site ; i) les noms de domaines réservés ; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-------------	--

- a) Le nom du site Web**
Le site Web du Curateur public ne répond à aucune appellation particulière.
- b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site**
Le site Web du Curateur public a été conçu par RNC Média.
- c) Les coûts de construction du site**
Aucun travail de construction n’a eu lieu du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.
- d) Les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour**
L’hébergement, l’entretien et la mise à jour n’ont entraîné aucun coût du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, puisque le site est hébergé à l’interne.
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**
Aucun travail de modernisation ou de refonte n’a eu lieu du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.
- j) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines**
10,35 \$ par mois, soit 113,85 \$ pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021.

Question 34	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
--------------------	---

Cette question réfère à la réponse de la question 8.

Question 35	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-------------	--

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 36	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
-------------	---

Cette question ne concerne pas le Curateur public du Québec.

Question 37	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 38	La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Question 39	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 40	L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2021-2022.
-------------	--

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du Curateur public.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 42	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-------------	---

Le Curateur public du Québec ne reçoit aucune somme d’argent du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement.

Question 43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
-------------	--

Le programme de primes au rendement et bonis n'existe plus.

Question 44	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
-------------	--

Ne concerne pas le Curateur public.

Question 45	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
-------------	--

Il n'y a aucune prime de départ (allocation de transition) qui a été versée en 2020-2021.

Question 46	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 47	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-------------	--

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction au Curateur public.

Question 48	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne: a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Question 49	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 50	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 51	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
-------------	---

Ne concerne pas le Curateur public.

Question 52	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Question 53	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
-------------	--

Ne concerne pas le Curateur public.

Question 54	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

Question 55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Question 57	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Question 58	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l’externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l’externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour le Curateur public.

Question 59	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres): a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-------------	--

a) Dépenses 2020-2021

La dépense totale (opération et capital) en informatique : 13 685 758 \$

La dépense totale d'opération du Curateur public au 28 février 2021 en ressources informationnelles se ventile comme suit :

• Dépenses d'opération:	4 164 970 \$
• Salaires de fonctionnement:	5 708 414 \$
Total des dépenses d'opération :	9 873 384 \$

La dépense totale en capital du Curateur public au 28 février 2021 pour ses investissements en ressources informationnelles se ventile comme suit :

• Projets capitalisables :	2 990 259 \$
• Acquisitions :	822 115 \$
Total des dépenses en capital :	3 812 374 \$

b) Les grands dossiers en cours

La liste des projets en ressources informationnelles en cours au Curateur public est disponible sur le tableau de bord gouvernemental sur l'état de santé des projets.

(<http://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Se référer à la réponse fournie à la **question #10**.

Question 60	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 61	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
-------------	--

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

Question 63	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
-------------	---

a) et b) Dépense totale relative au paiement des cotisations et liste des ordres professionnels auxquels une cotisation a été versée :

	2020-2021	
	Nombre	Montant
Barreau du Québec	33	55 044 \$
Chambre des notaires du Québec	3	5 241 \$
Collège des médecins	3	4 962 \$
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec	4	1 849 \$
Ordre des comptables professionnels agréés	16	15 704 \$
Total	59	82 800 \$

c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question 64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
-------------	--

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les participants. Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
-------------	---

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question 66	Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
-------------	--

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l’étude des crédits.

e) La firme retenue	f) Les coûts
Léger Marketing	9°039 \$

Question 67	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l��organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
---------------------------	---

Type de dépense	Pourcentage de dépenses réalisées au sein des médias communautaires	Pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux
Publicité pour informer le grand public des différentes facettes de la mission du Curateur public, inviter la population à mieux se préparer face à l��inaptitude, augmenter la notoriété de l��organisme et annoncer les changements qui entreront en vigueur avec la loi.	0 %	100 %

Le Curateur public n  a pas réalisé de campagne de publicité ou de sensibilisation au cours de l  ann  e 2020-2021.

Question 68	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

Question 69	Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
-------------	--

Cette question semble non pertinente à l’étude des crédits.

Question 70	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
-------------	---

La liste des contrats octroyés par le Curateur public du Québec visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le Curateur public du Québec visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Question 72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

Question 73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question 74	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Vien).
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question 75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question 76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 78	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

Question 79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d’action en matière d’immigration, de participation et d’inclusion 2016-2021: « Ensemble, nous sommes le Québec».
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action pour la main d’œuvre.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
-------------	---

L'information concernant le plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l’occupation et la vitalité des territoires.

Question 84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en matière d’allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’agriculture durable 2020-2030.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

Question 86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action gouvernemental en entrepreneuriat– Oser entreprendre 2017-2022.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l’innovation 2017-2022.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 90	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’aérospatiale 2016-2026.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 92

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

Question 94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l’aluminium 2015-2025.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l’industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Question 96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Question 97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’eau 2018-2030.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Question 101	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
--------------	--

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 102	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en application de l’analyse différenciée selon les sexes (ADS)
--------------	---

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 103	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de l’électrification des transports.
--------------	---

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

Question 104	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d’expérience.
--------------	---

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 105	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 106	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 107	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l’organisme, en 2020-2021.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 108	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)
--------------	---

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8.

Question 109	Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
--------------	--

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 8.

Question 110	Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 pour l’acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats ; b) Nom du fournisseur ; c) Montant déboursé.
--------------	--

Veuillez vous référer à la réponse de la question 8.

Question 111	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
--------------	---

Le Curateur public n’a versé aucune somme aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail en 2020-2021.

Question 112	Nombre d’employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l’organisme en 2020-2021 ainsi que l’estimation des coûts en découlant.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 113	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées ; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
--------------	--

a) Les sommes dépensées;
23 122,65 \$

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
23 122,65 \$
Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



Question 114	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;
---------------------	--

- a) Total des dépenses réalisées : 45 663,22 \$
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.) :
- Écrans protecteurs
 - Lingettes désinfectantes 80/feuilles et 800/feuilles au rouleau
 - Masques de protection modèle KN-95
 - Masques de protection plissés et de couleur bleu
 - Enseignes signalétiques – COVID-19
 - Gants
 - Mousse désinfectante et pompes manuelles
 - Casques d'écoute
 - Sacs jetables et réutilisables
 - Visières de protection
 - Lunettes de protection
 - Nettoyant tout usage
 - Gels antibactérien et pompes manuelles
 - Autres matériels de protection individuelle
- c) Liste des fournisseurs retenus :
- Construction Serge Bergeron inc.
 - Sydco – Sanitary Products Inc.
 - Groupe G.E. Nationales inc.
 - Novexco inc. (Hamster)
 - Enseignes Plus
 - Tenaquip
 - Société québécoise des infrastructures
 - Uline
 - Distribution Michel Théorêt inc.
 - Réno-Dépôt
 - Dollarama
- d) Coûts d'installation :
- 635 \$ pour des écrans protecteurs et est inclus dans le total des dépenses réalisées.
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif :
- Tous les achats effectués et listés ci-haut ont pu être conclus de gré à gré, car ils sont tous d'un montant inférieur aux seuils d'appels d'offres déterminés par les accords de libéralisation, ce qui est conforme à la réglementation.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 115	Concernant l’entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l’organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
--------------	--

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures pour les immeubles dont elle est propriétaire ainsi que pour les immeubles qu’elle loue auprès de propriétaires privés.

Question 116	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l’organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l’Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
--------------	--

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 117	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
--------------	---

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 118	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)
--------------	---

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 119	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
--------------	--

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 120	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant : a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
--------------	---

Aucune autorisation de cet ordre au Curateur public du Québec en 2020-2021.

Question 121	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.
--------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 122	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l’échéancier; e) dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
--------------	---

Veuillez-vous référer à la réponse de la question RG-8.

Question 123	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article) c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
---------------------	--

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 du Curateur public du Québec.

Question 124

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Comité de placement

Le comité de placement est formé de trois personnes. Les membres actuels de ce comité sont :

- M^{me} Louise Charrette
- M. Gilles Chouinard
- M. Charles Lefebvre

Mandat

Institué en vertu de la Loi sur le curateur public (art. 46), ce comité a pour mandat de conseiller le Curateur public en matière de placement des biens dont ce dernier assume l'administration.

Honoraires

Comme les membres du comité de placement ne sont pas des employés rémunérés du secteur public québécois, ils reçoivent, en vertu du décret 1168-98 du 9 septembre 1998, des honoraires de 250 \$ par réunion. Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Curateur public a versé 1 750 \$ en honoraires aux membres du comité de placement.

Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées

Le comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées est formé de six personnes. Les membres actuels de ce comité sont :

- M. Paul-Antoine Beaudoin
- M^{me} Nathalie Drouin
- M^{me} Sarita Israël
- M^{me} Yvette Lajeunesse
- M^{me} Anik Larose
- M. Jocelin Lecomte

Mandat

Institué en vertu de la Loi sur le curateur public (art. 17.1), ce comité a pour mandat général de conseiller le Curateur public en matière de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées.

Honoraires

En vertu du décret 753-2000 du 15 juin 2000, deux membres peuvent recevoir une rémunération de 250 \$ par réunion, l'un étant retraité du secteur public québécois et l'autre œuvrant au sein d'un organisme communautaire. Les autres membres du comité sont des employés rémunérés du secteur public québécois et ne reçoivent donc aucune rémunération pour participer aux réunions. Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Curateur public n'a versé aucun montant en honoraires aux membres du comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées.

Comité d'audit

Le comité d'audit est formé de cinq membres externes. Il est présidé par M. Jacques Bisson. Les membres actuels de ce comité sont :

- M. Jacques Bisson
- M^{me} Christiane Lecompte
- M^{me} Marjolaine Loisel
- M. Jean Tessier
- M. Jean Paul Dutrissac

Mandat

Le comité d'audit est institué par le curateur public pour l'appuyer dans le suivi des processus et des systèmes de gouvernance, de contrôle et de reddition de comptes. Le mandat du comité consiste à offrir un regard objectif en formulant des observations et des conseils sur des enjeux liés à la gouvernance, aux risques, aux contrôles, aux exigences réglementaires et, enfin, à la qualité de l'information, de la surveillance et de la reddition de comptes qu'effectue la haute direction.

Honoraires

Les honoraires des membres du comité d'audit sont déterminés par le Curateur public du Québec. Actuellement, tous les membres externes reçoivent des honoraires de 500 \$ pour une réunion d'une journée complète et de 250 \$ pour une réunion d'une demi-journée. Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Curateur public a versé 3 750 \$ en honoraires aux membres du comité d'audit.

Question 125	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
--------------	--

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 126	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
--------------	--

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

Question 127	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein du ministère.
--------------	---

Cette question réfère à la réponse de la question 15m.

Question 128	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
---------------------	--

Pour l’année 2020-2021 :

- a) Nombre de stagiaires reçus : 3
- b) Cette question semble non pertinente à l’étude des crédits.
- c) Rémunération totale déboursée : 29 941,10 \$

Question 129	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.
--------------	---

Le Curateur public ne possède pas de véhicule.

Question 130	Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l’organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
--------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 131	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l’objet de la rencontre.
--------------	--

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 132	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.
--------------	---

La réponse à cette question ne relève pas du Curateur public.